

Accord professionnel
**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE
DES SALARIÉS NON CADRES
(Alpes-de-Haute-Provence)
(22 juillet 2009)**

(Etendu par arrêté du 18 janvier 2010,
Journal officiel du 23 janvier 2010)

AVENANT N° 2 DU 30 JUILLET 2014

NOR : AGRS1597010M

Entre :

La FDSEA des Alpes-de-Haute-Provence,

D'une part, et

La FGA CFDT des Alpes-de-Haute-Provence ;

La FGTA FO des Alpes-de-Haute-Provence ;

La CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de mettre l'accord départemental du 22 juillet 2009 en conformité avec les dispositions de l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance.

Article 1^{er}

Modification de l'article 4 « Salariés bénéficiaires »

L'article 4 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 4

Salariés bénéficiaires

Les dispositions du présent accord s'appliquent à tout salarié non affilié à l'AGIRC relevant du champ d'application du présent accord, ayant 6 mois d'ancienneté et plus au titre d'un même contrat de travail continu dans l'entreprise. La condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert 6 mois d'ancienneté.

A l'exclusion :

- des cadres et personnels ressortissant à la convention collective du 2 avril 1952 et relevant de la caisse de retraite complémentaire cadre en application des décisions de l'AGIRC, et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- des VRP ressortissant à d'autres dispositions conventionnelles.

La condition d'ancienneté de 6 mois et son mode de calcul ne s'appliquent pas au 1 "Complément de rémunération issu de la loi dite de mensualisation" du paragraphe "Garantie incapacité temporaire" de l'article 5 "Garanties". »

Article 2

Modification de l'article 5 « Garanties »

La condition d'ancienneté étant modifiée, il est nécessaire de préciser :

- l'assiette de calcul du capital décès ;
- le délai de carence permettant d'articuler la garantie incapacité temporaire qui relève de l'obligation légale et la garantie incapacité temporaire en relais de cette obligation légale ;
- le salaire de référence de la rente incapacité permanente professionnelle.

Ainsi :

1. Le premier alinéa du paragraphe « Garantie décès » de l'article 5 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« En cas de décès du salarié ayant l'ancienneté requise et quelle que soit l'origine du décès, à l'exception des exclusions inhérentes à l'organisme gestionnaire, il est versé par l'organisme gestionnaire aux ayants droit du salarié, conjoint, concubin, titulaire d'un Pacs ou au(x) bénéficiaire(s) qu'il a désigné(s), un capital décès égal à 100 % du salaire annuel brut total soumis à cotisations perçu pendant les 12 derniers mois précédant le décès. En cas de décès avant 12 mois d'ancienneté, le capital décès est calculé sur la base du salaire moyen mensuel du salarié multiplié par 12 mois. »

2. Le 2 « Relais du complément de rémunération » du paragraphe « Garantie incapacité temporaire » de l'article 5 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Sauf dispositions plus avantageuses pouvant bénéficier aux salariés, en cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité résultant de la maladie ou d'un accident, le salarié ayant 6 mois d'ancienneté et plus au titre d'un même contrat de travail continu dans l'entreprise bénéficiera :

- d'une indemnité journalière égale à 15 % du salaire journalier de référence. Le salaire journalier de référence est égal au salaire journalier calculé par la MSA ;
- versée pour chaque jour d'absence intervenant après le dernier jour d'absence ayant donné lieu à un complément de rémunération par l'employeur en application des dispositions du 1 "Complément de rémunération issu de la loi dite de mensualisation" du paragraphe "Garantie incapacité temporaire" de l'article 5 ;
- et ce jusqu'à la reprise du travail et au plus tard jusqu'au 1 095^e jour d'arrêt de travail.

Le versement de l'indemnité journalière intervient à condition pour le salarié :

- d'avoir justifié par certificat médical dans les 48 heures de cette incapacité ;
- d'être pris en charge par la mutualité sociale agricole (MSA) ;
- d'être soigné sur le territoire français ou dans l'un des autres pays de l'Union européenne.

Lors d'un nouvel arrêt de travail intervenant alors que le salarié a déjà bénéficié dans les 12 mois précédents du nombre maximal de jours donnant lieu à compléments de salaire par l'employeur au titre des obligations légales ou conventionnelles sur la mensualisation, le versement de l'indemnité journalière sera effectué à compter du premier jour d'absence si celle-ci est consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, à l'exclusion des accidents de trajet, et à compter du quatrième jour d'absence dans tous les autres cas.

Les indemnités journalières définies ci-dessus s'ajoutent à celles que l'intéressé perçoit de la MSA. En tout état de cause, les indemnités journalières dues au titre du présent accord cumulées avec d'autres indemnités ou prestations de même nature ne doivent pas conduire à verser à l'intéressé un montant supérieur à la rémunération nette qu'il aurait effectivement perçue s'il avait continué à travailler.

L'ancienneté prise en compte pour la détermination du droit à l'indemnisation s'apprécie au premier jour d'absence.

Le salarié ayant 6 mois d'ancienneté et plus au titre d'un même contrat de travail continu dans l'entreprise et n'ayant pas l'ancienneté requise pour bénéficier des compléments de salaire à la charge de l'employeur en application des obligations légales sur la mensualisation bénéficiera des indemnités journalières d'incapacité temporaire de travail après un délai de franchise (délai de carence) de 60 jours à compter du premier jour d'absence si celle-ci est consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, à l'exclusion des accidents de trajet, et à compter du 70^e jour d'absence dans les autres cas. »

3. Le paragraphe « Garantie incapacité permanente professionnelle » de l'article 5 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le salarié ayant l'ancienneté requise bénéficie, en cas d'incapacité permanente de travail résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle entraînant une impossibilité d'exercer une activité professionnelle et correspondant à un taux d'incapacité égal ou supérieur à 66,66 %, d'une rente égale à 10 % du salaire mensuel brut de référence, versée chaque mois.

Le salaire de référence servant au calcul des prestations est le salaire mensuel brut, soumis à cotisations sociales au cours des 12 mois civils ayant précédé l'interruption de travail, revalorisé selon l'évolution de la valeur du point ARRCO, entre la date de l'arrêt de travail et celle du classement en invalidité.

Si le salarié a moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise à la date de l'événement couvert, le salaire brut est reconstitué à partir de la moyenne mensuelle des salaires déclarés sur la période travaillée. Le cas échéant, les éléments variables de la rémunération sont intégrés dans le calcul de la moyenne mensuelle sur la base de 1/12 de leur montant.

Cette rente s'ajoute à celle versée par la mutualité sociale agricole. Le versement de la rente débute dès le versement de la rente accident du travail ou maladie professionnelle par la mutualité sociale agricole.

La rente ne peut pas se cumuler avec les indemnités journalières qu'il percevait avant la décision de la MSA au titre de l'incapacité temporaire prévue dans le présent accord.

En tout état de cause, le total des prestations perçues, au titre des régimes de base et du présent régime de prévoyance, ne peut excéder le salaire net perçu par le salarié en activité.

Cette rente est maintenue à l'intéressé aussi longtemps qu'il perçoit une pension de la mutualité sociale agricole. Elle est suspendue si la mutualité sociale agricole suspend le versement de sa propre pension. Cette rente prend fin le dernier jour du mois précédant la date d'effet de la pension de vieillesse. »

Article 3

Modification de l'article 7 « Cotisations »

1. Modification du paragraphe 4 « Suspension du contrat de travail », dont le titre devient 4 « Suspension du contrat de travail pour maladie, accident (toutes origines) ou pour maternité ».

Le contenu du paragraphe est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité pris en charge par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès et d'incapacité

permanente professionnelle sont maintenues sans versement de cotisation pour tout mois complet civil d'absence. Si l'absence est inférieure à 1 mois, la cotisation est calculée sur le salaire et/ou complément de salaire versé par l'employeur. »

2. L'article 7 est complété comme suit :

« 5. Portabilité

Les salariés bénéficient des dispositions légales, conformément à l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale, sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi.

Pour bénéficier des prestations, le demandeur d'emploi doit fournir l'ensemble des justificatifs demandés aux salariés, auxquels s'ajoute le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues. »

Article 4

Entrée en vigueur

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur pour l'ensemble des employeurs et salariés compris dans son champ d'application :

- pour les articles 1^{er}, 2 et le 1 de l'article 3 : au 1^{er} janvier 2015 ;
- pour le 2 de l'article 3 : à l'entrée en vigueur des dispositions légales auxquelles ce paragraphe fait référence.

Article 5

Formalités administratives

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, sera établi en huit exemplaires, signés et chaque page paraphée, pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Manosque, le 30 juillet 2014.

(Suivent les signatures.)